Ker Goat/Belle-Île : deux centres mythiques

Mathias Gardet

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rhei/58>

DOI : 10.4000/rhei.58

ISBN : 978-2-7535-1642-7

ISSN : 1777-540X

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 15 novembre 2002

Pagination : 157-168

ISSN : 1287-2431

Référence électronique

Mathias Gardet, « Ker Goat/Belle-Île : deux centres mythiques », *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »* [En ligne], 4 | 2002, mis en ligne le 15 mai 2007, consulté le 04 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rhei/58> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rhei.58>

Ker Goat/Belle-Île : deux centres mythiques

**Mathias
Gardet**⁽¹⁾

Dès les années trente, la presse a dénoncé les colonies dites “pénitentiaires” ou “correctionnelles” pour mineurs comme étant des bagnes d’enfants. À partir des années quarante, elle s’est faite par contre le chantre d’un autre modèle, celui des centres dits “d’éducation”, de moindre envergure et installés en pleine nature.

(1) Historien, CAPEA,
université d’Angers.

Légende noire/légende dorée

En Bretagne, une légende noire s’est ainsi cristallisée autour de l’institution publique de Belle-Île-en-Mer. Cette ancienne colonie agricole et maritime (datant de 1880) demeure marquée par son passé pénitentiaire jusqu’à sa fermeture en 1977, malgré plusieurs restructurations. Dès 1925, Louis Roubaud, dans son reportage romancé *Les enfants de Caïn*, fait un véritable réquisitoire contre la colonie, dénonçant notamment les punitions et les corvées. Dans sa conclusion intitulée “L’école du bagne”, il évoque cet enfer pavé de bonnes intentions et préconise une réforme radicale :

« Tous ces fonctionnaires – et les mieux intentionnés – sont impuissants devant un système entièrement faux. Les enfants sont directement confiés à des surveillants à peu près illettrés. Toute la connaissance professionnelle de ces gardiens est de savoir fermer une porte ou “passer à tabac” les mauvaises têtes. Ils ont l’esprit et appliquent la discipline militaire. Les pupilles sont pour eux des bêtes fauves qu’il faut dompter en se gardant des morsures. [...] Je sais bien que les mots “maisons correctionnelles” ont été effacés sur les portes. Il faut maintenant raser les murs. »⁽²⁾

Quelques quarante ans plus tard est publié le témoignage d’un ancien

(2) Louis Roubaud,
Les enfants de Caïn, Paris,
Librairie Grasset, 1925,
p. 210-211, 214.

colon, René Biard, sous le titre évocateur de *Bagnard en culottes courtes*, dans lequel il raconte avec une poésie acide son arrivée à Belle-Île, le 16 novembre 1941 :

« Un joli port breton avec un ciel gris et pourtant léger ; il y a encore des femmes avec des coiffes ; d'ici on dirait des oiseaux [...] et puis là, bouchant irrémédiablement l'imagination, [...] des murs, hauts, robustes, arrogants et tristes, des murs sans joie, sans lierre, comme sans lendemain. Comme vers un cimetière un chemin caillouteux mène à ma future demeure, une petite place qui se cogne contre un portail grenat. Comme pour empêcher les rêves de s'envoler vers les nuages, juste à hauteur des yeux, à l'abri derrière un grillage, une plaque : Ministère de la Justice colonie pénitentiaire. »⁽³⁾

À l'opposé, la légende dorée est incarnée par l'établissement de Ker Goat, un petit centre privé subventionné près de Dinan, créé en 1940, présenté comme exemplaire bien qu'il ait démarré dans des conditions misérables. Un de ses principaux promoteurs, Henri Joubrel, jeune avocat au carnet d'adresses bien rempli, nous offre dès 1947, dans un ouvrage au titre non moins parlant, *Ker Goat ou le salut des enfants perdus*, une vision très bucolique de son arrivée :

« J'emprunte le sentier indiqué, et je m'enfonce dans la forêt. Des corbeaux à grands cris changent de cime. [...] La rosée sur les herbes et sur les fougères commence à s'évaporer. [...] Après quelques détours apparaîtra à ma vue, à travers les prés, une fière demeure. Le château de Ker Goat, [...] la prison où les barreaux sont les arbres de la forêt. »⁽⁴⁾

D'une part donc, l'image très prégnante de l'enfermement, de l'éloignement renforcé par le côté insulaire de Belle-Île, qui perdure jusque dans les années 1960 et derrière laquelle se profile la mémoire du bagne de la Guyane :

« Lorsque le visiteur arrive à Belle-Île, il se trouve toujours à bord du bateau un quidam bien renseigné qui ne manque pas d'attirer son attention sur le "pénitencier" et qui, ayant toujours en réserve quelque anecdote, fait volontiers quelques confidences sur "ces gens de là-haut". Pour la plus grande partie des habitants de l'île, l'institution est restée la "colonie". [...] Le temps a passé, les méthodes ont changé,

(3) René Biard, *Bagnards en culottes courtes ou comment fabriquer un repris de justice*, Paris, La table ronde, 1968, p. 120. Ce livre fait partie d'une série de témoignages publiés entre la fin des années soixante et 1975, très recherchés à l'époque par les éditeurs, car se vendant bien.

(4) Henri Joubrel, *Ker Goat ou le salut des enfants perdus*, Paris, Éditions familiales de France, 2ème éd., 1947, p. 15. Ce livre a été, en son temps, presque un best-seller et a été à l'origine de nombreuses vocations d'éducateurs.

mais les bâtiments sont restés, et certains esprits ont tendance à considérer que la clientèle de la “colonie” est la même que naguère. »⁽⁵⁾

D'autre part, le centre en plein air pour purifier les gamins des miasmes de la ville : Ker Goat dont on n'a de cesse de rappeler avec lyrisme, plus de dix ans après sa fondation, la signification en breton et les bienfaits de l'environnement :

« Le nom de Ker Goat (la maison du Bois). [...] Venant de Pleurtuit par la route, la voiture s'engage bientôt sur un chemin de terre assez cahoteux venant aboutir entre deux piliers de granit qui attendent un portail. Au loin, les vallonements du lit du Frémur, connu seulement des pêcheurs à la ligne. À l'entour, des champs fraîchement labourés, un peu d'herbe verte qui hurle parmi les feuilles jaunes... »⁽⁶⁾

Il est difficile de travailler en histoire sur les mythes et de déjouer les pièges, notamment dans les récits de création de ces deux centres, souvent présentés comme des évidences. L'effort de déconstruction de ces mythes demande tout d'abord une analyse des images qui sont venues les alimenter, ainsi que des exploitations, voire des manipulations qui en ont été faites, avant de pouvoir retracer brièvement les héritages, les faits et les contextes différents qui marquent chacune de ces deux histoires.

Des images qui ont fait la Une

Deux événements très fortement médiatisés, concernant respectivement Belle-Île et Ker Goat, les ont tout particulièrement confortés dans leur opposition.

En août 1934, éclate une révolte au sein de l'institution de Belle-Île-en-Mer, provoquant l'évasion massive de 55 pupilles. Ce fait divers, qui n'est pourtant pas le premier dans ce type d'établissement, restera à jamais dans les annales du fait de la campagne de presse extrêmement virulente qui va le condamner, mais aussi, surtout, de l'inspiration qu'il va donner à deux intellectuels de renom.⁽⁷⁾ Jacques Prévert, tout d'abord, écrit son célèbre poème “La Chasse à l'enfant”, dans lequel il dénonce tout particulièrement la « battue » organisée par les habitants de l'île, avec prime offerte pour chaque garçon capturé. Qui d'entre-nous n'aura pas récité ou entendu ces quelques strophes :

(5) Direction départementale de la PJJ du Morbihan, rapport annuel de l'IPES de Belle-Île, année scolaire 1963-1964, cité dans Thierry Fillaut (dir.), *Une institution publique d'éducation surveillée, Belle-Île-en-Mer (1947-1977)*, CNFE-PJJ Vaucresson, CRF Bretagne Pays-de-Loire, 1996, p. 21.

(6) “Pour la réadaptation sociale de l'enfance inadaptée”, article dans *Dialogue de l'Ouest*, décembre 1953, p. 3.

(7) Thierry Fillaut, “Belle-Île : l'enfance punie, la colonie pénitentiaire sous la III^{ème} République”, in Michel Foucault, *Surveiller et punir : la prison vingt ans après*, Sociétés & Représentations, novembre 1996, p. 219-229.

*Bandit ! Voyou ! Voleur ! Chenapan !
 Maintenant il s'est sauvé
 Et comme une bête traquée
 Il galope dans la nuit
 Et tous galopent après lui
 Les gendarmes les touristes les rentiers les artistes
 Bandit ! Voyou ! Voleur ! Chenapan !
 C'est la meute des honnêtes gens
 Qui fait la chasse à l'enfant...⁽⁸⁾*

(8) Jacques Prévert,
 "La chasse à l'enfant",
Paroles, Paris, Gallimard,
 1947, réédition Galli-
 mard, 1972, p. 87-88.

En 1937, Jacques Prévert en tire un scénario pour Marcel Carné en vue de réaliser un film dont la première mouture devait s'appeler *L'île des enfants perdus*. Ce film sera à son tour mythique, puisqu'il ne sera jamais terminé, le projet ayant été interdit une première fois par la censure. Il est repris 10 ans plus tard, quelques scènes ayant été tournées en avril 1947 avec des acteurs aussi connus que Arletty, Martine Carol, Paul Meurisse et, à l'époque, les tout jeunes Anouk Aimée et Serge Reggiani. Cette seconde version, qui avait été rebaptisée *La fleur de l'âge*, sombrera à son tour, suite à une série d'incidents techniques entraînant des conflits avec la production. De dépit, Marcel Carné abandonnera définitivement le projet et affirmera avoir perdu tous les rushs. Un documentaire relativement récent sur ce « film maudit » montre la force et la persistance de certains clichés sur cette institution.

(9) Guy Girard et
 Xavier Villetard, *La fleur
 de l'âge de Marcel Carné
 et Jacques Prévert*,
 documentaire sur ce film
 maudit, A2, 1991.

Le reportage commence en effet par une vue panoramique sur la petite ville du Palais prise du bateau et la caméra fait un zoom sur la forteresse de Vauban pour évoquer la colonie pénitentiaire.⁽⁹⁾ Or, l'institution dite de la "Haute Boulogne" n'a jamais été hébergée au sein de la forteresse, mais sur un terre-plein derrière. Si l'établissement était entouré par un mur d'enceinte, ce n'était pas une prison en dur du style de la Petite Roquette. Il s'agissait en fait d'une série de baraquements disposés plus ou moins en quinconce sur le terrain.⁽¹⁰⁾ Cette confusion, parfois involontaire, a été souvent utilisée comme subterfuge dans les campagnes de presse, certains n'hésitant pas à faire figurer la tête d'un gamin derrière les barreaux d'une des fenêtres de la forteresse, beaucoup mieux à même d'évoquer les fantasmes du bagne pour enfants et donc de le dénoncer.

(10) Il en va de même
 pour la ferme de Bruté,
 à vocation agricole, à
 l'intérieur des terres, qui
 est annexée à la Haute
 Boulogne dès 1902.

Par ailleurs, les très belles photos réalisées entre 1929 et 1931 par le studio Henri Manuel, notamment à Belle-Île, sur commande de l'Administration pénitentiaire, seront par la suite très souvent détournées pour alimenter la croisade contre les colonies pénitentiaires, en ne conservant que les clichés évoquant l'enfermement, comme ceux sur les "cages à poules".⁽¹¹⁾

À Ker Goat, au milieu des années quarante, une chorale est constituée sous la direction d'un jeune éducateur issu des scouts de France, Jacques Dietz. Depuis le XIX^{ème} siècle, il était de tradition de constituer des orchestres et orphéons au sein des établissements pour mineurs. Cependant, grâce aux talents musicaux de Jacques Dietz et aux nombreux contacts de Henri Joubrel, la chorale de Ker Goat atteindra en son temps une certaine renommée. Elle se présente tout d'abord dans plusieurs villes bretonnes, avant de monter à la Salle Pleyel à Paris, puis de faire une tournée jusqu'en Suisse, en 1948. Un disque est gravé et les chansons sont diffusées sur les ondes de l'ORTF avec les commentaires louangeurs de la journaliste Clara Candiani. Par ailleurs, entre mars et juillet 1944, Jean Dréville tourne *La cage aux rossignols*, avec l'acteur Noël-Noël et les non moins populaires Petits chanteurs à la croix de bois. Ce film, produit et largement diffusé par la firme Gaumont, raconte la rédemption des pensionnaires d'un internat de rééducation par le chant, sous l'impulsion d'un de leurs surveillants. Les « petits durs » deviennent de gentils gamins à la « voix d'ange ». Si ce film n'est pas inspiré de l'expérience de Ker Goat, encore balbutiante à l'époque, les dirigeants de ce dernier vont cependant rapidement le récupérer pour faire la promotion de leur propre chorale. Les prestations seront ainsi souvent suivies par la projection du film, le programme jouxtant, dans une première partie, « la réalité par un groupe d'enfants du centre d'éducation Georges Bessis »⁽¹²⁾ avec, en seconde partie, « le rêve Noël-Noël et les Petits chanteurs à la croix de bois dans le film *La cage aux rossignols* ». Cette assimilation sera reprise largement par la presse pour vanter les mérites de Ker Goat.

Quelques clichés bien ancrés

Derrière ces deux visions, noire pour l'une, idyllique pour l'autre, on trouve entre autres deux idées toutes faites, qui viennent en quelque

(11) Les cages à poules étaient ces dortoirs grillagés, alignés côte à côte, avec fermeture simultanée de toutes les cellules en fin de rangée. Voir article de Françoise Denoyelle dans ce même numéro.

(12) Le centre du Hinglé, ou Ker Goat, avait été rebaptisé à la fin de la guerre centre Georges Bessis, du nom d'un de ses premiers directeurs, mort en déportation. L'appropriation de cette figure héroïque, outre l'hommage donné, permet aussi de lever toute ambiguïté quant aux origines de ce centre créé en 1940 et ayant bénéficié par la suite des subsides du secrétariat à la Jeunesse en lien étroit avec les centres et écoles de cadres pour la jeunesse.

sorte justifier la différence entre les deux établissements. Il y a tout d'abord l'idée que l'on a affaire à deux mondes que tout oppose : le secteur public représenté par Belle-Île, l'initiative privée incarnée par Ker Goat ; d'un côté, le poids du pénitencier, de l'autre, l'élan généreux de la bienfaisance privée. On retrouve cette vision, par exemple, chez Henri Joubrel et son frère Fernand (docteur en droit et futur magistrat) dans leurs nombreux articles publiés dans la revue *Pour l'enfance coupable*, qui devient par la suite *Sauvons l'enfance*, et qui représente une véritable plate-forme de réflexion sur ce thème. En 1944, Henri Joubrel effectue une visite « à travers les maisons d'enfants de l'Administration pénitentiaire ». En nous faisant part de sa surprise, qui le conduit à tempérer la sévérité de ses accusations à l'encontre des établissements publics basées jusqu'alors sur la seule vision de Belle-Île-en-Mer en 1942, il cherche à nous montrer à quel point les réseaux ne se croisent pas :

« Nous allions donc dans ces maisons en nous attendant à les trouver bardées de serrures. Nous n'avons pas été détrompés dans les centres d'observation. Mais cette prudence se justifie. [...] Par contre, [...] les centres de rééducation de l'A.P. [*Administration pénitentiaire*] sont largement ouverts à tous les vents. Les pupilles pourraient en partir à leur guise au cours de la journée. [...] Nous nous attendions aussi à constater un esprit beaucoup plus répressif qu'éducatif. Ne s'agissait-il pas de l'Administration pénitentiaire ? Dès l'arrivée, la vue d'uniformes bleus, à étoiles jaunes ou blanches nous confirma dans cette crainte. Nous fûmes agréablement surpris de rencontrer des "surveillants", des directeurs et des sous-directeurs jeunes de cœur et d'esprit, et surtout, à côté d'eux, des "moniteurs-éducateurs" en civil. »⁽¹³⁾

(13) Henri Joubrel, "Promenade à travers les maisons d'enfants de l'Administration pénitentiaire", *Comité d'étude et d'action pour la diminution du crime*, mars-avril 1944, n° 53, p. 1-2.

Deux ans plus tard, Henri Joubrel lance ce qui semble être un cri d'alarme, sous le titre provocateur de : « Va-t-on nationaliser les œuvres privées ? » Il en profite alors pour souligner la position hégémonique de ces dernières, en les invitant à défendre leurs prérogatives et leur indépendance :

« Beaucoup de responsables d'œuvres privées manifestent pourtant à l'heure actuelle une vive inquiétude. [...] Ils se trouvent fort alarmés par l'attitude de certains inspecteurs de l'Assistance (on dit mainte-

nant directeurs de la Population), de certains conseils généraux qui paraissent ne les tolérer qu'avec le secret désir de les faire mourir. C'est pour essayer de calmer cette crainte que nous avons voulu écrire ces lignes. [...] Une seule politique nous paraît donc de nature à sauvegarder l'existence des œuvres privées : c'est qu'elles se procurent une partie de leurs ressources de la charité individuelle. Il faut que, comme le patronage Rollet qui organise des quêtes dans Paris avec l'aide du scoutisme, comme le centre de Ker Goat qui donne à l'extérieur fêtes et kermesses, et qui va entreprendre dans toute la Bretagne une tournée de chants avec le film *La cage aux rossignols*, il faut qu'elles participent, par un effort constant, aux besoins de leur entretien. »⁽¹⁴⁾

Le deuxième argument souvent mis en avant pour expliquer la différence de régime des deux centres est qu'en fait ils n'accueillent pas la même population : Belle-Île recevant les cas les plus durs, les fortes têtes, les incurables ; Ker Goat des jeunes, plutôt plus jeunes, donc plus "rééducables", des jeunes avant tout victimes de leur environnement social. Henri Joubrel, dans une enquête effectuée en 1943 sur l'équipement breton pour les jeunes délinquants, modère ses critiques sur Belle-Île en utilisant cet argument :

« Il convient de noter que Belle-Île est une maison d'éducation surveillée qui reçoit des mineurs jugés particulièrement difficiles, et que beaucoup d'entre eux ont déjà effectué un séjour dans un autre établissement. Belle-Île emploie donc des méthodes plus rigoureuses que les maisons d'éducation surveillée de Saint-Hilaire et de Saint-Maurice, qui ont considérablement évolué depuis quelques années. Ces méthodes sont toutefois moins sévères qu'à la colonie corrective d'Aniane et à celle d'Eysses, laquelle a conservé quelques jeunes criminels considérés comme inamendables. »⁽¹⁵⁾

À l'inverse, il tempère les succès du centre éducatif du Hinglé (Ker Goat) en disant : « Toutefois notons que le centre n'accueille que les enfants rééducables. Les malades, les pervers, les garçons de plus de quinze ans n'y sont pas reçus. »⁽¹⁶⁾

De la même façon, une grande enquête du journal *Le Matin* effectuée pendant la guerre par A. Robert Bruyez introduit une hiérarchie entre

(14) Henri Joubrel, "Va-t-on nationaliser les œuvres privées ?", *Sauvons l'enfance*, septembre-octobre 1946, p. 1-2.

(15) Henri Joubrel, *La délinquance juvénile en Bretagne*, Rennes, Centre régional d'éducation sanitaire, 1943, p. 38-39.

(16) *Ibid.*, p. 41.

les différentes institutions selon les mineurs accueillis, certains centres, comme Aniane, étant présentés comme un des derniers maillons de la chaîne pour les cas les plus désespérés :

« Il est des sujets à peu près incurables. Des êtres réfractaires à tout sentiment. Bien entendu, il importait pour permettre de sauver définitivement les autres de soustraire ceux-ci à ceux-là. En ce cas, les pupilles les plus durs sont envoyés à Aniane. [Suit une interview du directeur, qui déclare] *Aniane, c'est un dépotoir. Depuis l'arrestation, l'enfant qui m'échoit est allé de centre en centre. S'il doit finir ici, c'est que tout a été tenté ailleurs. Et chez nous, il restera à mes moniteurs, comme à moi-même, de tenter l'impossible...* »

Un secteur public en cas de défaillance du privé

L'opposition entre secteur public et secteur privé dans le domaine de la protection de l'enfance et de l'adolescence est loin de se configurer comme celle de la question scolaire. Ainsi que le souligne entre autres Colette Bec dans ses ouvrages, la politique sociale de l'État depuis la fin du XIX^{ème} siècle, de par la mission explicitement confiée aux œuvres de bienfaisance et autres sociétés privées, est tout à fait atypique. Cet auteur n'hésite pas à évoquer même, à ce propos, l'idée de « concordat social » :

« Dans ce dernier quart de siècle où la laïcité de combat, pour ne pas dire l'anticléricalisme militant, dicte un certain nombre de réponses à des questions auxquelles l'Eglise répondait prioritairement, on assiste, en ce qui concerne le champ des secours, à une stratégie tout à fait atypique. Se déclenche alors, très difficilement et très lentement, une dynamique d'inclusion des œuvres catholiques dans la politique sociale étatique. [...] D'une part l'État reconnaît comme acteur à part entière le secteur privé ; l'intervention charitable, d'autre part, accepte de s'inscrire dans une stratégie de régulation sociale prenant ainsi en compte des critères économiques et politiques. » ⁽¹⁷⁾

L'initiative privée, et notamment le monde des œuvres, occupe de fait une place prépondérante dans le champ dit de "l'enfance malheureuse", l'État, pendant longtemps, n'étant décidé à intervenir et à créer des structures publiques qu'en cas de défaillance du privé, ainsi qu'il le formule explicitement dans la loi de 1850 sur l'éducation et le patronage

(17) Colette Bec,
L'assistance en démocratie,
Paris, Belin, 1998,
p. 43-45 ; voir aussi
"Deux congrès interna-
tionaux d'assistance
(Paris, 1889-1900), temps
fort des rapports public-
privé", *Philanthropies et
politiques sociales en
Europe (XVIII^{ème}-XX^{ème}
siècles)*, Paris, Anthropos,
1994, p. 145-157.

des jeunes détenus. Les œuvres dites de “bienfaisance” bénéficient aussi d’une exceptionnelle bienveillance, notamment juridique, de la part des pouvoirs publics, que l’on sait pourtant extrêmement vigilants à la même période pour tout ce qui touche à l’éducation des plus jeunes générations. La réflexion du responsable de la direction de l’Assistance publique (créée en 1886), Henri Monod, émise à la fin du siècle dernier, reste en grande partie valable jusque dans les années trente :

« La loi de 1886 arme le gouvernement à l’égard des écoles libres ; la loi de 1892 arme le gouvernement à l’égard des manufactures qui emploient des enfants ; aucune loi ne l’arme à l’égard des orphelinats, des ouvriers, des asiles. »⁽¹⁸⁾

Si la fondation de Belle-Île-en-Mer fait partie d’une vague de création de colonies publiques, les gros établissements privés ayant fait l’objet un temps de suspicion de la part de l’administration, la proportion de deux tiers pour les établissements et services fondés et gérés par l’initiative privée contre seulement un tiers pour le secteur public restera pratiquement inchangée au cours des années. C’est ce que ne manque d’ailleurs pas de rappeler Henri Joubrel dans son article de 1946 déjà cité : « Il existe environ 120 œuvres privées, accueillant huit mille enfants, contre huit établissements publics, ne pouvant recevoir que deux mille pupilles. »⁽¹⁹⁾

Le modèle de centres comme Ker Goat bénéficiera, au lendemain de la guerre, de la bienveillance et de l’appui des pouvoirs publics, alors que l’investissement tant financier que humain des grosses structures publiques du type de Belle-Île sera fort modeste, pour ne pas dire chiche.

Un secteur privé aux confins du public

Depuis le départ, l’État accorde donc au secteur privé une sorte de délégation de mission. Par ailleurs depuis le XIX^eme, il participe directement au financement des différents établissements nés de l’initiative privée par le système des prix de journée, sorte de prix de revient fixé à la journée et à la tête de chaque enfant séjournant dans les centres.⁽²⁰⁾ Le statut du centre de Ker Goat, même s’il démarre d’une initiative et de financements strictement privés est rapidement beaucoup plus complexe. Quelques mois après sa création en août 1940, il devient centre de jeunesse et est

(18) Henri Monod, Conseil supérieur de l’assistance publique, fasc. 53, cité par Colette Bec, *op. cit.*, p. 44.

(19) Henri Joubrel, “Va-t-on nationaliser les œuvres privées ?”, *art. cit.*, p. 2.

(20) Pour plus de précision sur les prix de journées, voir notamment Jacques-Guy Petit, “La détention des enfants”, in *Ces peines obscures. La prison pénale en France 1780-1875*, Paris, Fayard, 1990, p. 283-297.

(21) Mathias Gardet,
 "La protection de l'en-
 fance et de l'adolescence
 en Bretagne dans les
 années 1940, un mon-
 tage régional original ?",
Le temps de l'histoire,
 n° 3, Paris, octobre
 2000, p. 207-229.

(22) Pierre Meignant,
*Les associations régionales
 de sauvegarde de
 l'enfance et de l'adolescence*,
 Nancy, thèse de docto-
 rat en droit, 1960.

(23) Sarraz-Bournet,
 "La surveillance des
 établissements de bien-
 faisance privée", *Rapport
 du ministère de l'Intérieur
 présenté par l'inspection
 générale des services admi-
 nistratifs*, Melun,
 Imprimerie administrati-
 ve, 1937, p. 39-59.

(24) Une grande partie
 des réflexions de ce
 sous-chapitre est due à
 l'article de Françoise
 Tétard, "Punis parce
 qu'inéducables",

ainsi pris en charge par le secrétariat à la Jeunesse, avant de passer un peu plus tard sous la houlette du commissariat général à la Famille, qui le finance pratiquement dans son intégralité. En 1944 enfin, il est repris en gestion directe par la toute nouvelle Fédération bretonne de sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence (FBSEA),⁽²¹⁾ dont le statut d'association loi 1901 est bien ambigu. Tant par les subventions dont elle bénéficie, le contrôle financier dont elle fait l'objet, que par la présence de membres de droit représentants de l'État, la FBSEA, comme ses autres consœurs créées dans les autres régions, est en fait une aberration juridique et se retrouve à la limite du para public.⁽²²⁾ La nationalisation des œuvres privées claiionnée de façon provocatrice par Henri Joubrel participe plus de l'ordre du fantasme. Même si, depuis le XIX^{ème} siècle, l'État rêve de rationaliser le secteur privé, voire de le contrôler, il prend bien garde de ménager les susceptibilités et, par là même, les deniers publics. En 1937, par exemple, le rapport du ministère de l'Intérieur, chargé de faire le bilan de l'application de la loi du 14 janvier 1933 « relative à la surveillance des établissements de bienfaisance privés », reflète bien toute cette ambiguïté :

« Au moment du vote de la loi, une sorte de compromis s'est trouvé réalisé entre les partisans de la liberté de bienfaisance privée et ceux du contrôle de l'État. Pour que ce compromis, voulu par le législateur, conserve son effet, pour que la loi soit appliquée avec l'esprit de libéralisme dans lequel elle a été votée, il est nécessaire de donner aux autorités locales toutes indications susceptibles de les guider, comme aussi d'éviter de regrettables malentendus dont les malheureux feraient les frais. »⁽²³⁾

Des centres pour inéducables ?⁽²⁴⁾

Si l'on ne peut parler de deux mondes, celui du privé et celui du public, que tout opposerait, s'est-il opéré une répartition des tâches dans la prise en charge des mineurs ? S'il est parfois possible de noter quelques différences dans les populations accueillies à Belle-Île et à Ker Goat, elles sont dues à leur inscription dans des réseaux de placements spécifiques et non à une quelconque graduation qualitative en fonction de la plus ou moins grande dureté des cas acceptés dans l'un ou l'autre établissement.

Belle-Île, en tant que colonie publique, s'inscrit de fait dans l'ensemble des établissements de l'Administration pénitentiaire puis de l'Éducation surveillée, la répartition et le placement des pupilles s'effectuant au niveau national. Les politiques préconisées de façon cyclique – éloignement ou proximité avec les familles – entraîneront de plus ou moins grands déplacements des populations de mineurs et, en particulier, des petits parisiens qui constituent son principal bataillon. Seule une étude précise des dossiers de mineurs, souvent encore inexplorés et malheureusement parfois disparus, permettrait d'affiner cette analyse et de voir éventuellement apparaître des changements dans les recrutements ou les placements. Par ailleurs, l'existence d'un réseau d'établissements publics, somme toute relativement peu nombreux et gérés par une seule et même administration au niveau national, a conduit cette dernière à établir peu à peu une sorte de hiérarchie, presque une graduation entre les différentes structures. Certaines d'entre-elles ont ainsi une vocation plus disciplinaire que les autres pour accueillir les "fortes têtes", les inéducables, une sorte de régime progressif s'effectuant non seulement au sein des établissements mais aussi entre ces derniers. Du fait de son côté insulaire, la colonie de Belle-Île s'est retrouvée presque naturellement destinée à accueillir ceux que l'on considérerait comme "les plus durs", les plus insubordonnés.

Ker Goat, après avoir été pendant quelques années un des seuls centres bretons pour jeunes détenus, s'inscrit peu à peu dans un réseau de petits internats pour garçons, mais cette fois-ci au niveau régional (à l'époque les cinq départements de la Bretagne : Côtes-du-Nord, Finistère, Ille-et-Vilaine, Loire-Inférieure et Morbihan). Géré directement par la Fédération bretonne de sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence, il va fonctionner pendant longtemps en tandem avec le centre d'observation de la Prévalaye, créé près de Rennes en 1944. Il bénéficie par là même d'une espèce de sas, d'une sélection en amont, les gamins envoyés à Ker Goat étant en quelque sorte choisis parmi tous ceux accueillis à la Prévalaye. Image de marque oblige, Ker Goat a pu ainsi, contrairement à la Prévalaye, fixer un certain nombre de critères dans la prise en charge des mineurs. En 1945, il rédige ainsi une feuille d'admission dans laquelle il

Le nouveau mascaret,
n° 51-52, 1998, p. 35-46.

spécifie que ne seront reçus avant jugement que les mineurs répondant obligatoirement aux conditions suivantes :

« 1) Être âgé de onze ans et de moins de quinze ; 2) Être rééduable : le centre ne reçoit ni anormaux, ni infirmes ; 3) Avoir des goûts ruraux ou être de souche paysanne ; 4) Ne pas avoir subi de peines de prison préventive à moins que ce séjour ne permette encore une récupération. »

Peut-on parler pour autant d'une sorte d'élitisme pour les jeunes accueillis à Ker Goat et de rebuts pour ceux de Belle-Île ? Rien n'est moins sûr. La définition de l'inéducable ne se réfère pratiquement jamais à la gravité du délit commis par le mineur, mais beaucoup plus à son comportement au sein de l'établissement. Elle est de ce fait forcément aléatoire. Par exemple, un mineur ayant fugué plusieurs fois risquera fort d'être entraîné dans la spirale des mesures et des centres de plus en plus disciplinaires et il y a peu de chance pour que cette spirale s'arrête.

Par ailleurs, la liberté de manœuvre dont disposent les juges, puis les juges pour enfants, pour prononcer la mesure de placement vient quelque peu tempérer ce découpage entre centres dits "correctionnels" et ceux dits "éducatifs". En fonction de leur propre parcours et de leur militantisme (entre autres dans les mouvements de jeunesse), de leurs propres réseaux, de leur participation dans tel ou tel conseil d'administration d'œuvres, ou même tout simplement de leur appartenance ou de leur familiarité avec telle ou telle région, les juges seront plus ou moins enclins à adopter telle ou telle solution, tel ou tel établissement.

Il ne s'agit donc pas ici de comparer Belle-Île à Ker Goat, ni d'en faire le procès, ni d'en décrire les mérites, encore que l'on puisse toujours se demander ce qu'auraient pu en penser les mineurs s'ils avaient été à même de choisir. On ne peut, par contre, manquer de s'interroger sur la force des clichés qu'ils ont engendrés : l'enfer, le bagne d'enfants pour Belle-Île, le paradis et la rédemption dans le cas de Ker Goat. Cauchemar ou rêve, la réalité est souvent à nuancer. Ces deux visions très contrastées du traitement de la délinquance juvénile me semblent être pourtant une des constantes de l'opinion publique sur ce sujet depuis le XIX^{ème} siècle jusqu'à aujourd'hui. Que ce soit pour condamner ou pour louer, on retrouve toujours le trinôme "surveiller-éduquer-punir".